EDITO + KLARTEXT

N° 04 | 2014 | Fr. 12.–

LE MAGAZINE DES MÉDIAS

Les nouvelles entraves au journalisme

Reculs légaux, cybersurveillance, pressions économiques: ces menaces insidieuses qui feront débat aux Assises du journalisme.

Gaza: le manuel du discours israélien

L'essentiel figure dans le livre d'un consultant américain.

Face à l'excès des horreurs

Comment trier? Témoignage.

Abonnez-vous à EDITO +KLARTEXT!

Réservez dès maintenant le prochain **EDITO +KLARTEXT** grâce à un abonnement annuel de 69 francs.

www.edito.ch

abo@edito-online.ch

Alain Maillard, Rédacteur en chef

Une liberté jamais acquise

La lutte anti-antiterroriste. L'intérêt national. La protection de la personnalité. Combien encore de motifs pour restreindre la liberté de presse? Inutile ici – on l'espère – de devoir expliquer en quoi cette liberté de l'information est une denrée précieuse et nécessaire. Mais ce ne sont plus, dans la plupart des pays maintenant, des dictateurs sans scrupules contre lesquels il faut la défendre et la promouvoir. Ses adversaires ne cherchent plus à la supprimer, mais à la rendre inoffensive. Pour cela, ils utilisent d'autres arguments. Plus ou moins légitimes.

C'est pourquoi nous devons sans cesse, nous journalistes, rappeler l'importance et la valeur d'une liberté que nos démocraties opulentes peuvent avoir tendance à oublier. Parce que d'autres causes plus immédiates mobilisent l'attention générale; parce que les médias dérangent (tant mieux) et irritent (parfois hélas de manière évitable); parce que ceux qui ont intérêt à museler les médias d'information disposent d'outils sans cesse renouvelés.

C'est pourquoi les prochaines Assises du journalisme, le 24 septembre à Lausanne, ont bien choisi leur thème: „La Suisse et la liberté de presse". Et c'est pourquoi nous y consacrons un large dossier dans ce numéro.

Parce que non, ce n'est pas une évidence. Et oui, la Suisse est concernée. Certains peuvent considérer que les affaires Giroud et Rocchi étaient des cas particuliers, et qu'il n'y a pas besoin d'en faire un fromage puisque les dérapages judiciaires ont été rectifiés. Mais ces affaires ne représentent que le haut de l'iceberg. „Un vent mauvais souffle en Suisse", estime Jean-Philippe Ceppi (lire en page 8).

„A nous d'en démontrer l'utilité."

Face à des causes justes au nom desquelles on voudrait museler la presse, comme la sécurité des individus, quelle est la meilleure manière de défendre sa liberté? Faut-il accepter des compromis? Bien sûr, nous le faisons par exemple en respectant des lois contre la diffamation ou le racisme. Mais jusqu'où reculer? Le mot-clé, je crois, c'est celui que donne le droit: „fondamental". La liberté de presse, comme la liberté d'expression, est un droit fondamental. Il faut donc la défendre avec acharnement, sans pour autant oublier que ce n'est pas le seul. Et pour mieux rappeler au législateur et aux juges sa valeur fondamentale, c'est à nous, journalistes, d'en démontrer fréquemment l'utilité.

IMPRESSUM www.edito.ch

N° 04, septembre 2014

Editeurs:
Verein EDITO+KLARTEXT, Bâle
Magazine bimestriel
Tirage: 10 923 Expl. d+f; ISSN 1663-4802
Adresse de la rédaction:
EDITO f, chemin des Glycines 4,
1024 Ecublens,
tél. 079 598 97 93,
redaction@edito-online.ch
Rédaction:
Alain Maillard, rédacteur en chef
de l'édition en français,
alain.maillard@edito-online.ch
Philipp Cueni, rédacteur en chef
de l'édition en allemand,
philipp.cueni@edito-online.ch
Bettina Büsser, rédactrice
bettina.buesser@edito-online.ch

Production:
bachmann medien ag,
Thiersteinerallee 17
4053 Bâle,
tél. 061 534 10 84
verlag@edito-online.ch
www.bachmannmedien.ch

Layout: Petra Geissmann

Publicité:
ZBINDENMEDIEN
Paradiesstrasse 2, 8802 Kilchberg
tél. 044 533 03 35
fax 044 533 03 39
www.zbindenmedien.ch
info@zbindenmedien.ch
Stefan Hostettler, tél. 043 321 28 78
stefan.hostettler@zbindenmedien.ch
Abonnements:
abo@EDITO-online.ch
Abonnement annuel: Fr. 69.–
Abonnement à l'étranger: Fr. 89.–
Impression:
Unionsdruckerei Schaffhausen

Edité par les associations professionnelles:
impressum
impressum – Les journalistes suisses
SSM
Syndicat suisse des mass media
syndicom
Syndicat des médias et de la communication

Couverture Vincent L'Epée

© EDITO+KLARTEXT™

SOMMAIRE

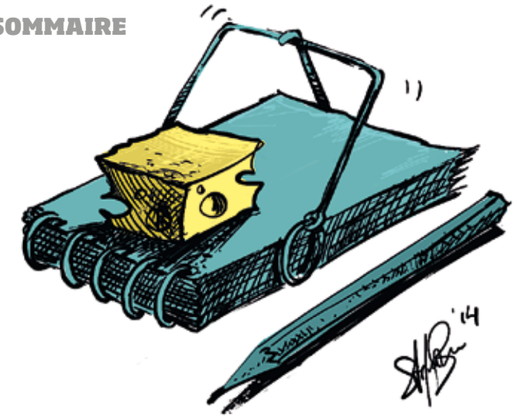


Illustration Stefano Boroni

23> La liberté d'information est-elle piégée, comme le suggère le dessinateur Stefano Boroni ? Et faut-il éviter de montrer tant d'horreurs?

DOSSIER: LIBERTÉ DE PRESSE

7 En Suisse: reculs légaux et manque de moyens
Le syndicat impressum évoque des „violations choquantes"; Swiss investigation craint des reculs sur le plan légal; l'Université de Fribourg étudie la dégradation des conditions de travail des journalistes.

11 Cybercensures et cybersurveillance
Les „ennemis d'Internet", recensés par Reporters sans frontières, sont aussi présents dans les démocraties. Et l'espionnage des réseaux effraie les informateurs potentiels des journalistes.

13 Témoignages de journalistes menacés
En Erythrée, l'information libre a disparu. Une station de radio à Paris, animée par des exilés, parvient encore à diffuser sur place. En République centrafricaine, les journalistes doivent choisir leur camp ou fuir.

17 Protéger les correspondants de guerre
Couvrir les conflits est de plus en plus dangereux pour les journalistes. Press Emblem Campaign veut que les Etats adoptent des mécanismes de protection.

L'AIR DU LARGE

20 BuzzFeed veut aussi informer
Le site américain d'informations distrayantes, qui revendique plus de 100 millions de visiteurs uniques par mois, se lance dans l'investigation.

23 Eclairer l'obscur
Journaliste à l'ats, Aline Jaccottet s'interroge sur nos critères professionnels devant l'accumulation des horreurs.

24 Le manuel israélien de la communication
Dans les propos tenus par les responsables israéliens pendant l'opération militaire à Gaza, Michel Bührer reconnaît les recommandations d'un professionnel américain.

SERVICES

26 La pêche au Net
De Bernard Béguin à Robin Williams, en passant par les robots et le fast-checking, quelques réflexions online sur le monde des médias.

Lettre(s) de lecteur(s)

Ma contribution à la „Liberté"

Dans votre précédent numéro (EDITO+ KLARTEXT N° 3/2014), l'article de Mme Helen Brügger retrace „le combat permanent pour l'indépendance" que livre mon ancien collaborateur Louis Ruffieux, rédacteur en chef de La „Liberté". Je l'approuve tout à fait. En revanche, elle cite le „choix courageux qu'ont fait ses prédécesseurs, François Gross et Roger de Diesbach". Je ne suis pas très surpris qu'elle oublie que j'ai été le successeur du premier et le prédécesseur du second.

Déjà dans un précédent article (4/90), „Klartext" avait prétendu que j'avais démantelé la rubrique régionale et nui gravement ainsi à la qualité du journal. Or, pendant les six ans (1990–1996) que j'ai assumé la rédaction en chef de la „Liberté", j'ai non seulement maintenu mais renforcé l'indépendance et la crédibilité du journal. Avec de compétents et loyaux collaborateurs, j'ai doté la rédaction d'une structure professionnelle efficace et d'une ligne graphique moderne. Quand j'ai remis la rédaction en chef à Roger de Diesbach – qui fut mon candidat contre l'intention première de l'éditeur – la rédaction de la „Liberté" comprenait plus de collaboratrices et collaborateurs que jamais auparavant. Cela avait été rendu possible grâce aux recettes publicitaires et à l'augmentation du nombre de lecteurs/trices.

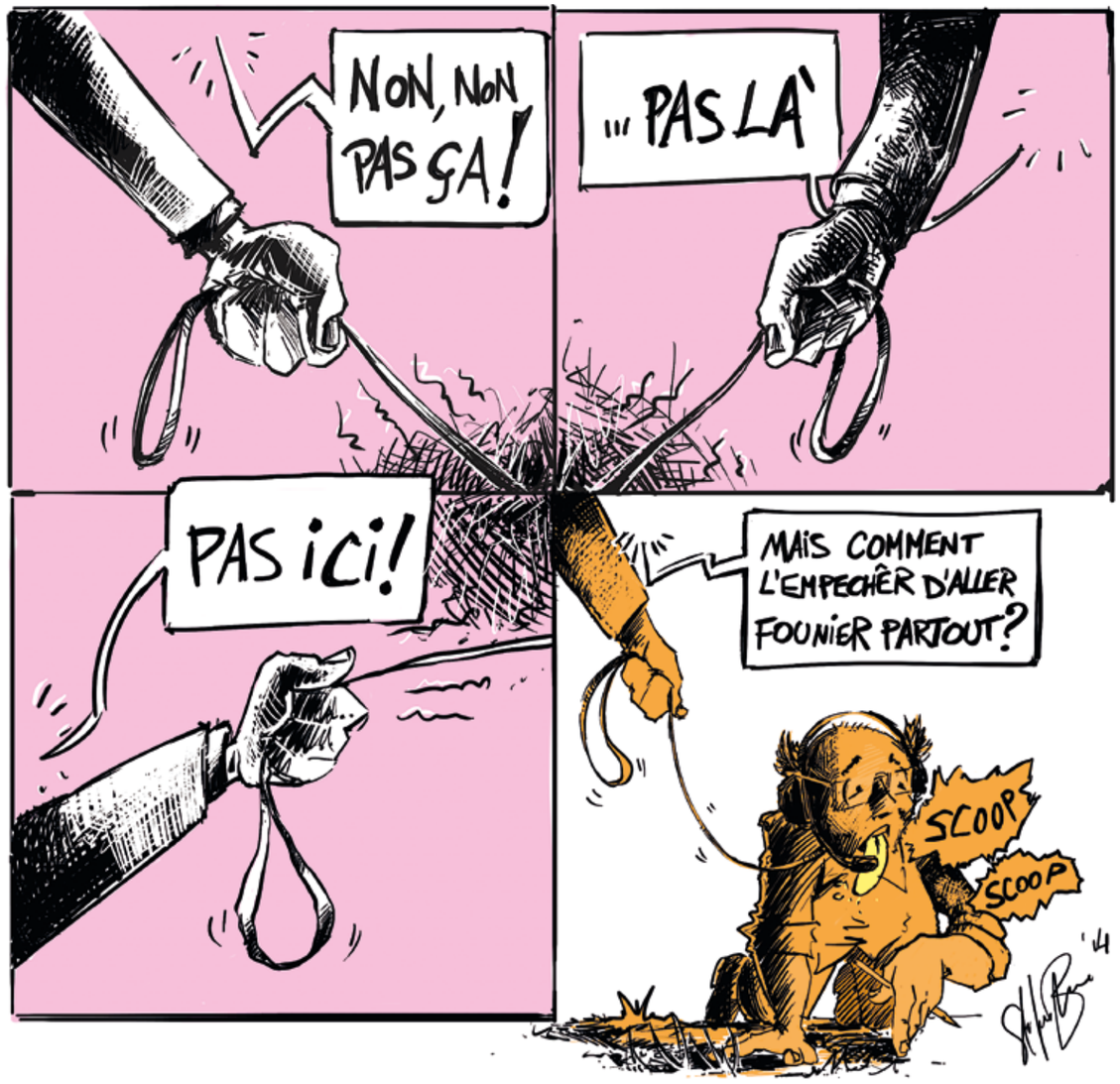
Quant à Louis Ruffieux, je l'ai engagé à la „Liberté" contre l'avis du chef de la rubrique régionale qui devint, après son départ, candidat malheureux de l'UDC au Conseil d'Etat fribourgeois. Je suis heureux et fier d'avoir fait un tel choix ainsi que d'avoir apporté ma caution, sans doute déterminante, à l'engagement de mon successeur.

José Ribeaud

A lire ce mois-ci dans l'édition allemande / im deutschen Heft:

- Die Bilanz der Bilanzen: Eine Einschätzung der Finanzabschlüsse 2013 der grossen Medienhäuser.
- Thomas Widmer, der zeichnerische Kommentator.
- Locarno: Starke Filme, aber schwacher Filmjournalismus.

LE TRAIT DE STEFANO BORONI



service de presse

HIRSLANDEN

AVEZ-VOUS DES QUESTIONS CONCERNANT L'UNE DE NOS 16 CLINIQUES?

NOUS NOUS FERONS UN PLAISIR D'Y RÉPONDRE:
medien@hirslanden.ch ou 044 388 75 85

Dr Peter Werder, Chef du département Communication d'entreprise, Seefeldstrasse 214, 8008 Zurich, www.hirslanden.ch

Photo Keystone

ART. 10 CEDH: LIBERTÉ D'EXPRESSION

1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les Etats de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.
2. L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.

Des Assises pour la liberté de presse

Le 24 septembre, à Lausanne, auront lieu les troisièmes Assises du journalisme en Suisse romande.* L'actualité – perquisition chez Ludovic Rocchi, mesures pré-provisionnelles dans l'affaire Giroud – en a dicté le thème: „La Suisse et la liberté de presse".
Les 40 ans de la Convention européenne des droits de l'homme fournissent une motivation supplémentaire: parce que son article 10 est la meilleure garantie de la liberté d'expression… tout en lui fixant des limites (voir ci-contre). Rappelons que la Confédération a été condamnée à plusieurs reprises – par exemple pour la censure du „Temps présent" de Daniel Monnat sur la Suisse pendant la Deuxième guerre mondiale – et contrainte parfois d'adapter sa législation ou ses procédures.
EDITO+KLARTEXT propose dans ce numéro un dossier couvrant les principaux thèmes qui seront évoqués aux Assises: la situation en Suisse, en particulier sur le plan judiciaire; la cybersurveillance, qui notamment effraie nos sources; le manque de moyens économiques pour exercer efficacement notre métier; la dangerosité accrue du reportage dans les zones de conflits. Nous y ajoutons des témoignages de pays dont on parle peu, mais où la situation s'est rapidement détérioriée: en Erythrée et en République centrafricaine.

* Les premières Assises suisses du journalisme ont eu lieu à Lausanne le 20 novembre 2007, sur le thème de la „Crédibilité des médias en question". Les deuxièmes, à Genève, sur le thème „La valeur ajoutée du journaliste", le 3 février 2009. Ces troisièmes Assises auront lieu le mercredi 24 septembre 2014 au Casino de Montbenon, à Lausanne. Elles sont organisées conjointement par le syndicat impressum, Amnesty International, Reporters sans frontières (RSF), Presse Emblem Campaign (PEC), la Fédération européenne des journalistes et l'Université de Fribourg.

Une série de violations choquantes

La liberté de presse n'est pas acquise, il faut toujours la défendre. En Suisse comme ailleurs.
Par Dominique Diserens et Janine Teissl, secrétaire centrale et juriste d'impressum

Depuis un an, en un laps de temps restreint, nous avons assisté en Suisse à une série choquante de violations de la liberté de presse. Tout d'abord, en août 2013, le journaliste du „Matin" **Ludovic Rocchi** faisait l'objet d'une perquisition à son domicile par la police neuchâteloise, dans le cadre d'une procédure en diffamation ouverte contre lui au sujet de l'affaire de plagiat d'un professeur à l'Université de Neuchâtel. Il aura fallu de nombreux épisodes judiciaires avant qu'un tribunal neuchâtelois ait clos l'affaire en juin de cette année, jugeant que la perquisition violait le droit de l'information selon l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH).

Au début de cette année, le Tribunal fédéral a contraint une journaliste de la „Basler Zeitung" à révéler au Ministère public le nom d'un revendeur de cannabis dont elle avait dressé le portrait. Cette violation de la **protection des sources** est à nos yeux contraire à la liberté d'information et, là aussi, à l'article 10 CEDH.

Enfin, ce printemps, la Télévision suisse romande se voyait interdire par des mesures „superprovisionnelles" de diffuser deux sujets dans le cadre de **l'affaire Giroud**, en Valais, sans même avoir pu être entendue par le juge. Là aussi, il aura fallu beaucoup de protestations de la société civile avant que la justice fasse marche arrière.

Il ne s'agit que d'exemples récents: ils montrent qu'il faut une vigilance quotidienne des associations et des acteurs de la branche afin que des abus ne se produisent pas. Ainsi, dans l'affaire Rocchi, impressum a publié des communiqués de presse et rédigé une lettre ouverte à l'attention du procureur neuchâtelois afin qu'il renonce à poursuivre. Tous ces actes additionnés permettent, si on est assez combatif, de remettre les choses à leur place.

On peut se demander comment, dans un pays où la démocratie directe est une valeur fondamentale, dans un pays souvent érigé en modèle, on en vient à de pareilles situations. En février dernier, RSF publiait son classement de la liberté de la presse. Si la Finlande, les Pays-Bas et la Norvège arrivent dans le trio de tête, la Suisse n'arrive qu'en **15e position**, perdant une place par rapport à l'année précédente. Pour la Suisse, dit RSF, „les experts ont relevé à nouveau une concentration des médias ainsi qu'une autocensure pouvant être expliquée par des pressions économiques". Nous estimons qu'un pays tel que la Suisse se doit de respecter pleinement la liberté de la presse et de la promouvoir par tous les moyens en sa possession.

Se battre pour la liberté de la presse, ce n'est pas un slogan, c'est une lutte de tous les jours. Les journalistes doivent insister, d'une part, pour que les éditeurs leur donnent les moyens d'exercer leur métier sans entraves, et d'autre part, auprès des rédacteurs en chef pour assurer un cadre le plus serein possible de cette mission: défendre la démocratie.

Le syndicat impressum propose qu'une résolution soit adoptée le 24 septembre, demandant des actions concrètes pour chaque aspect présenté et discuté lors de ces Assises. Notre syndicat est par ailleurs favorable à la création d'un **Observatoire** pour suivre de près la bonne vitalité de la liberté de presse en Suisse.

Au programme des Assises du 24 septembre

1. Débat organisé par Amnesty International autour du 40e anniversaire de la ratification par la Suisse de la Convention européenne des droits de l'homme. Plusieurs jugements de la Cour de Strasbourg ont permis de soutenir la liberté de presse en Suisse, contre ceux de la justice nationale.
2. Débat organisé par la Press Emblem Campaign sur la protection des journalistes dans les zones à risques. Depuis le début de l'année, le nombre de journalistes tués dans l'exercice de leur fonction est supérieur aux années précédentes.
3. Débat organisé par l'Université de Fribourg sur les pressions économiques pesant sur la liberté de presse. Seront évoqués les résultats d'une large étude universitaire en cours.
4. Débat organisé par Reporters sans frontières sur la cybercensure. En particulier, seront évoqués les moyens d'agir contre les intrusions informatiques et les moyens de protéger ses sources.

Pour plus de renseignements et inscriptions obligatoires: www.impressum.ch

Jean-Philippe Ceppi

„Un vent mauvais souffle en Suisse"

Le réseau Swiss investigation veut sensibiliser le monde politique aux menaces sur la liberté dans la recherche d'informations. Les explications de Jean-Philippe Ceppi, producteur du magazine „Temps présent" à la RTS.

„L'initiative est née il y a un an. Avec nos collègues alémaniques d'investigativ.ch, nous partageons des inquiétudes sur les conditions dans lesquelles nous pouvons exercer un journalisme d'enquête en Suisse. Nous avons décidé de solliciter nos employeurs: la SSR et les éditeurs. Leurs premières réactions sont positives, et nous espérons entreprendre bientôt des démarches ensemble auprès du monde politique. Pour le sensibiliser aux menaces, en particulier aux menaces judiciaires sur la liberté d'investigation en Suisse.

Nous avons identifié quatre motifs principaux d'inquiétude:

1 La loi sur la transparence. C'est une loi dont les journalistes font usage pour accéder à des dossiers de l'administration publique et réaliser des enquêtes très intéressantes. Comme celle que nous avons pu diffuser à ‚Temps présent' sur les conflits d'intérêt chez Swissmedic. Ou une enquête alémanique sur les voyages à l'étranger des fonctionnaires fédéraux. Mais nous constatons de plus en plus que l'administration met des obstacles, trouve des motifs pour justifier des exceptions, nous rendre la tâche plus ardue.

2 L'usage des caméras cachées. Depuis un arrêt du Tribunal fédéral en 2008, la Suisse est devenue l'un des pays les plus restrictifs en la matière. Or, c'est un procédé qui permet de dénoncer des faits graves, on l'a vu par exemple dans le cas des révélations du ‚Sunday Times' sur la corruption à la FIFA. Il ne s'agit pas de s'en servir sans limites, nous avons des Chartes pour en cadrer la pratique. Mais les tribunaux y sont très hostiles. De même pour le journalisme sous couverture. Un reportage percutant comme on a pu le voir en France, d'un journaliste infiltré au Front national, c'est devenu impossible en Suisse.

3 La protection des whistleblowers. Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Suède ou en Inde, il y a des lois pour protéger les auteurs de fuites d'intérêt public. En Suisse, on préfère parler de délateurs plutôt que de lanceurs d'alerte. Il existe quelques lois cantonales, ainsi qu'une loi fédérale, mais elles sont insuffisantes. L'auteur des révélations dans l'affaire Hildebrand, à la Banque nationale, n'a pas été protégé, il a été poursuivi. Le climat est à la méfiance, les fonctionnaires ont peur de parler aux journalistes.

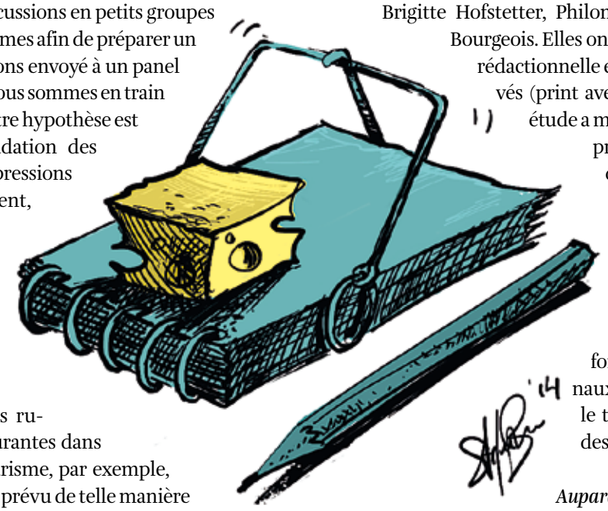
4 La protection des sources. Les pressions du procureur neuchâtelois sur Ludovic Rocchi, journaliste au ‚Matin', dont l'appartement a été perquisitionné, ne sont pas dignes d'une démocratie. L'affaire Giroud a montré par ailleurs qu'on peut ‚hacker' les ordinateurs des journalistes. Tout cela effraie nos sources, les personnes susceptibles de nous transmettre des informations."

Menaces sur les moyens de la liberté

L'Université de Fribourg étudie les conditions de travail des journalistes. Dans quelle mesure leur détérioration nuit-elle à l'exercice d'un journalisme critique? L'avis de Manuel Puppis, professeur associé à l'Université de Fribourg.

EDITO+KLARTEXT: *Vous menez actuellement une étude sur „Les conditions de travail et la liberté rédactionnelle" dans la presse suisse. Les résultats ne sont pas encore publiés, mais que montrent les entretiens que vous avez menés jusqu'ici avec des journalistes?*

Manuel Puppis: Ces discussions en petits groupes visaient à déceler les problèmes afin de préparer un questionnaire que nous avons envoyé à un panel plus large de journalistes. Nous sommes en train d'analyser les réponses. Notre hypothèse est qu'en raison de la dégradation des conditions de travail, les pressions des annonceurs augmentent, et il devient plus difficile pour les journalistes d'écrire sur leur propre entreprise ou sur les questions de politique des médias.



Concernant les pressions, il faut distinguer les rubriques. Elles sont plus courantes dans les rubriques mode ou tourisme, par exemple, où le sommaire est souvent prévu de telle manière à accueillir des annonces d'agences de voyage ou de marques de voitures. On peut citer par exemple un magazine romand qui publie un supplément sur les montres visant à obtenir les publicités de l'horlogerie. Ce n'est pas considéré comme un grand problème par les journalistes consultés.

Dans les rubriques d'information, on constate que des tentatives sont occasionnellement faites pour influencer les contenus, que ce soit auprès des rédacteurs en chef ou des éditeurs, souvent par des contacts personnels. Ce n'est pas un problème quotidien, mais ça arrive, nous avons entendu quelques témoignages. Sachant que le rédacteur en chef vient de manger avec telle ou telle personne, des journalistes savent qu'il vaut mieux s'abstenir de critiquer cette personne. Mais seul le questionnaire nous permettra de dire si le phénomène s'est aggravé dans les cinq ou dix dernières années, en lien avec la crise.

En outre, les journalistes n'écrivent pas en toute liberté sur des sujets concernant leur entreprise ou la politique des médias. Souvent, on renonce à traiter certains sujets. Mais ce n'est pas considéré comme un problème majeur dans la mesure où ce qu'on ne fait pas, d'autres le feront. Et ce ne sont pas des sujets qu'on a à traiter tous les jours. Nous n'avions d'ailleurs pas dans nos groupes de journaliste qui écrive sur la politique des médias. Nous avons d'ailleurs eu du mal à trouver des volontaires pour ces entretiens.

Comment est venue l'idée de cette étude?

Elle nous a été suggérée par le syndicat impressum. Nous avons soumis le projet à l'OFCOM, qui la finance. Elle prend la suite d'une autre étude menée par trois collègues de l'Université de Fribourg, Brigitte Hofstetter, Philomen Schönhagen et Dominique Bourgeois. Elles ont étudié comment la convergence rédactionnelle est introduite dans les médias privés (print avec online, newsrooms, etc.). Leur étude a montré que les journalistes doivent produire davantage pour davantage de canaux, et les gains en productivité permettent des réductions de personnel plutôt qu'ils ne servent à proposer une plus-value journalistique. L'argent disponible est surtout investi pour la diffusion rapide des informations, pour alimenter les canaux online, plutôt que pour donner le temps aux journalistes de mener des enquêtes.

Auparavant, vous avez participé à une étude de l'Université de Zurich sur l'aide à la presse, publiée en 2013. Vous y recommandez une aide publique directe, pourquoi?

L'aide indirecte pratiquée en Suisse pose plusieurs problèmes. La réduction de la TVA profite moins aux petits éditeurs qu'aux grands. Quant aux rabais des tarifs postaux, ils profitent en grande partie à la presse associative, qui n'a pas grand-chose à voir avec du journalisme, et ne bénéficient pas à l'information online en plein essort. Il y aurait d'autres moyens plus ciblés d'aider la presse de manière indirecte. En soutenant par exemple le Conseil suisse de la presse, ou les institutions de formation comme le MAZ ou le CFJM.

Nous nous sommes intéressés à ce qui se passe dans les autres pays occidentaux. L'aide indirecte y est très largement pratiquée: rabais fiscaux, TVA atténuée ou même nulle, soutien aux

Manuel Puppis.

transports par rail et par la poste. Mais aussi l'aide directe à la presse et aux médias numériques. Elle est admise dans des pays qui ont une longue tradition de liberté de presse, comme les pays scandinaves. Où les rédacteurs en chef disent tous qu'ils peuvent écrire ce qu'ils veulent. Elle ne nuit donc pas forcément à la liberté de presse. A l'inverse, là où il n'y a pas d'aide directe, ça ne veut pas dire que la presse est libre.

Ce que nous recommandons, c'est une aide directe aux journaux locaux indépendants et pour de nouvelles offres d'information online. Parce qu'il ne faut pas se faire d'illusions: notre marché publicitaire et les abonnements numériques ne suffisent probablement pas à développer de nouveaux projets.

Dépendre du soutien de l'Etat, ce n'est quand même pas idéal pour une presse critique...

Nous considérons généralement l'intervention de l'Etat de manière négative, mais nous pourrions la définir de manière positive. Des ingérences politiques dans les décisions rédactionnelles seraient bien sûr inadmissibles, mais l'Etat peut assurer les conditions-cadre permettant l'existence de médias indépendants, libres et diversifiés. Pour ça, il a divers moyens à disposition: il peut financer un service public, établir des règles contre la concentration des médias, accorder des subventions qui soutiennent l'existence de prestations journalistiques sans en influencer le contenu. Dans notre situation de crise, de forte baisse des revenus commerciaux de la presse, c'est la dépendance à l'égard de sources économiques de financement qui est trop grande.

Le Conseil fédéral va publier d'ici quelques mois un rapport sur l'aide à la presse. Croyez-vous que vos recommandations seront suivies?

Je ne crois pas que l'aide directe ait des chances d'être adoptée en Suisse. Elle se heurte à la résistance des gros éditeurs, qui n'en profiteraient pas, des journalistes qui craignent des entraves à la liberté de presse, et du monde politique pour diverses raisons. Ou alors il faudrait que la crise s'aggrave encore bien davantage.

Propos recueillis par Alain Maillard

Lettre ouverte à Doris Leuthard contre la hausse des tarifs postaux*

La Poste a mis en œuvre, au début de cette année, une augmentation étalée sur trois ans de ses tarifs postaux pour la distribution des journaux et périodiques. Alors même qu'en 2013, La Poste a réalisé un bénéfice net de 626 millions de francs.
Les titres signataires de cet appel dénoncent cette décision unilatérale et considèrent:

> que la diversité de la presse recule, conséquence de la disparition de nombreux titres;
> que le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication permet une captation de la publicité qui allait auparavant aux médias et qui se concentre désormais chez des géants de l'informatique qui ne produisent ni contenu ni valeur ajoutée, tout en réduisant fortement les moyens financiers des entreprises de presse;
> que, contrairement à ce qui se passe dans des pays voisins, la presse suisse ne bénéficie d'aucune aide directe, son seul soutien provenant des tarifs réduits pour distribuer les titres auprès des lecteurs. La Poste touche d'ailleurs 50 millions de francs versés par la Confédération au titre de l'aide indirecte à la presse.

Cette progression des tarifs se fait dans l'opacité, La Poste ne pratiquant guère la transparence quant à ses frais de distribution au nom du secret commercial. Elle a toujours refusé de donner le détail de son „compte journaux" tout en déclarant qu'il est déficitaire. Par ailleurs, avec le changement de statut de La Poste, les voies de recours sont devenues floues.
De surcroît, cette décision est injuste car frappant plus fortement les petits tirages. Elle risque de faire disparaître les dernières publications indépendantes de Suisse et de réduire la marge de manœuvre des grands groupes de médias.
La diversité de la presse, indispensable à la formation d'une opinion publique réfléchie et indépendante, sera lésée. Le champ dans lequel le débat démocratique peut s'exprimer risque de fondre comme neige au soleil. Et les régions périphériques peineront encore plus à donner de la voix. Il s'agit d'une attaque contre la démocratie semi-directe et d'un nivellement de la pensée.
Pour toutes ses raisons, les titres signataires de cet appel, dont certains ont décidé d'utiliser des voies de droit pour s'opposer à cette décision unilatérale, demandent:

> à La Poste de faire machine arrière et de renoncer à cette augmentation;
> à la Confédération d'intervenir auprès de cette entreprise en majorité en mains publiques pour que les intérêts économiques de la presse ne soient pas bradés. En tant qu'actionnaire majoritaire, elle doit exiger une transparence des comptes. Il n'est pas acceptable qu'une entreprise qui réalise plus de 600 millions de francs de bénéfice en 2013 se montre sourde aux problèmes économiques qu'elle cause;
> aux différentes autorités cantonales et communales de se mobiliser pour refuser ce diktat;
> aux partis et aux partenaires sociaux d'inclure dans leurs réflexions la question de la diversité de la presse, problématique ô combien importante dans un pays connaissant des instruments de la démocratie semi-directe.

Les hausses signifiées par La Poste s'étalent sur trois ans. Le Conseil fédéral mène une réflexion sur la question des médias. Mais sur le long terme. Or c'est aujourd'hui qu'il faut agir. Dans trois ans il sera peut-être trop tard.

* Lettre signée par les éditeurs et rédacteurs en chef de divers journaux, parmi lesquels EDITO+KLARTEXT

Internet a perdu sa liberté

Les régimes autoritaires et les dictatures ne sont pas les seuls „ennemis d'internet". Comme les montrent les rapports de Reporters sans frontières (RSF), ceux qui surveillent le réseau, le bloquent ou filtrent ses contenus sont un peu partout. Par Bettina Büsser*

A l'origine, internet a représenté un espoir pour la liberté de l'information: média ouvert, facilement accessible, il facilite la diffusion d'informations et d'opinions et permet la distribution rapide et globale d'images et de films - aussi bien pour les utilisateurs professionnels ou non-professionnels, que ce soit dans les Etats démocratiques ou autoritaires. Ce n'est pas pour rien qu'on a parlé de „révolutions twitter" à propos de plusieurs mouvements populaires: les soulèvements du „printemps arabe" en Tunisie et en Egypte, ou les manifestations en Iran après les élections présidentielles de 2009.

Le cas de l'Iran montre bien comment ça se passe: la liberté du réseau a été très rapidement réduite. Le régime des mollahs développe maintenant un „internet halal", national, coupé du réseau mondial, et dont le contenu lui est agréable. L'Iran est aidé par la Chine, maîtresse dans l'art du filtrage, du blocage et de la censure.

Pour Reporters sans frontières, l'Iran et la Chine font partie de ces **„ennemis d'Internet"**. Ceux utilisent diverses stratégies pour bloquer, surveiller et censurer le Web. Dans des pays comme le Turkménistan, la Syrie, le Vietnam ou Bahreïn, l'Etat contrôle l'infrastructure et peut surveiller toutes les communications en ligne. Il peut ralentir à tout moment le transfert de données, et rendre ainsi impossible l'envoi d'images et de films.

D'autres Etats se servent de la législation et de licences. Le Bangladesh a adopté une loi contre „la criminalité numérique" qui prévoit des sanctions contre la publication en ligne de „fausses informations" ou „d'informations de nature obscène ou diffamatoire". En Ouzbékistan et en Arabie saoudite, les sites d'actualité doivent obtenir une **licence**, qui n'est accordée qu'aux médias jugés conformes.

D'autres pays encore s'en prennent aux **fournisseurs d'accès**. Au Venezuela, le président Nicolás Maduro les a forcés à bloquer une cinquantaine de sites qui traitaient de la situation économique du pays. En Biélorussie, les fournisseurs d'accès sont contraints d'installer chez eux le système russe SORM, qui permet de surveiller Internet.

Beaucoup de ces ennemis d'Internet réprimaient déjà auparavant la liberté de la presse. Pour eux, la répression de ce nouveau média n'est qu'un pas de plus dans la même direction. Ils arrêtent et au pire exécutent les blogueurs critiques comme ils le font pour les journalistes critiques.

Les ennemis d'Internet obtiennent aussi l'aide de certains **fournisseurs d'outils** de surveillance, de filtrage et de censure qui sont basés dans les pays démocratiques. Le rapport de RSF l'an dernier citait les entreprises Gamma International (Royaume-Uni/Allemagne), Trovicor (Allemagne), Hacking Team (Italie), Amesys (France) et Blue Coat (Etats-Unis). Cette année, RSF classe parmi les ennemis d'Internet ISS World, Technology Against Crime et Milipol, salons de la surveillance où ces entreprises peuvent rencontrer les représentants des régimes autoritaires.

Mais ce ne sont pas seulement les régimes autoritaires qui utilisent ces outils. Des Etats démocratiques pratiquent aussi une surveillance massive au nom de la „sécurité nationale". Les révélations d'Edward Snowden et du „Guardian" ont montré que l'Agence de sécurité nationale (NSA), aux Etats-Unis, et les Government Communications Headquarters (GCHQ), en Grande-Bretagne, ont intercepté les échanges de millions de citoyens innocents. Ces Etats figurent donc parmi les „ennemis d'Internet" tout autant que les régimes chinois, érythréen ou saoudien.

En Suisse, le Service de renseignement de la Confédération (SRC) a fait savoir qu'il n'a pas d'accord de collaboration avec la NSA. Dans son rapport de gestion publié en mai 2014, on lit ceci: „Au vu des faits observés et des réflexions faites jusqu'à ce jour, on peut partir du principe que les Etats-Unis – et probablement aussi d'autres pays – ont accès à au moins une partie de l'infrastructure suisse de communication. L'espionnage est semble-t-il essentiellement dirigé contre des Etats tiers sur la place genevoise et vraisemblablement en partie aussi contre des intérêts politiques et économiques suisses."

* Bettina Büsser fait partie de la rédaction d'EDITO+KLARTEXT et travaille également comme coordinatrice pour la Suisse alémanique de Reporters sans frontières Suisse.

L'article est basé sur les rapports „Les ennemis d'Internet" publiés chaque année par Reporters sans frontières à l'occasion de la Journée mondiale contre la censure d'Internet, le 12 mars.

Nos sources ont peur

L'affaire Snowden a révélé l'ampleur de la cybersurveillance. Quel est son impact sur le travail des journalistes? L'avis de Prisca Orsonneau, avocate, coordinatrice du comité juridique de Reporters sans frontières.

Edito+Klartext: *Quelle est selon vous la principale menace de la cybersurveillance sur le travail des journalistes?*
Prisca Orsonneau: C'est la protection des sources. La cybersurveillance affecte la vie privée de tout le monde, mais cet aspect-là est spécifique au travail du journaliste. Lorsqu'un journaliste enquête, il ne doit plus seulement connaître son métier et sa déontologie, il doit aussi, pour échapper aux moyens de surveillance, disposer de compétences techniques pour protéger son matériel. Mais sans jamais avoir la certitude d'être tout à fait à l'abri. Est-il normal qu'un journaliste doive se former en sécurité informatique, doive même devenir un expert dans le domaine avant de mener une investigation sur un sujet sensible, d'intérêt national?

Faut-il se protéger même quand on n'est pas en ligne?
Il a suffi qu'un virus ou un logiciel espion (spyware) soit passé pendant que vous étiez connecté pour qu'on vous surveille, on vous suive, on trace vos communications. Des moyens plus traditionnels pour pister les journalistes demeurent, ce qui impose d'être prudents même lorsqu'on n'est pas connecté à Internet. En France, nous avons assisté à une grave violation de la liberté de presse quand un procureur a exigé et obtenu les relevés téléphoniques d'un journaliste. Dans les formations à la cybersécurité effectuées par RSF, il est rappelé en introduction les mesures de protection de base comme de toujours garder vos notes manuscrites, votre agenda et votre ordinateur sur vous, de protéger votre ordinateur avec un code, de veiller à ce que vos voisins ne puissent lire votre écran...

Les plus menacés, ce ne sont pas les journalistes, mais leurs sources...
Oui, et la cybersurveillance fait peur aux personnes qui voudraient parler aux journalistes. Elles sont plus réticentes à parler. Un journaliste aux Etats-Unis témoigne qu'une de ses sources n'ose même plus lui donner des informations non confidentielles. Il faut redoubler de prudence dans la relation à ses sources, et des journalistes ont souligné que cela ralentit leur travail alors que l'information doit circuler de plus en plus rapidement.

Les lois pourraient-elles mieux protéger la liberté de presse contre cette surveillance?
Oui, RSF fait partie d'une coalition d'ONG, qui à l'initiative de Privacy International a établi les 13 principes essentiels. Parmi eux, il y a l'exigence que la loi détermine les conditions d'une surveillance. Il faut aussi que cette surveillance soit justifiée par un but légitime, qu'elle soit nécessaire pour atteindre ce but, ou encore qu'elle soit proportionnée. Mais pour le moment, même les Etats démocratiques ne vont pas dans ce sens.

C'est l'effet paradoxal de l'affaire Snowden: elle suscite deux réactions inverses. A l'ONU, il y a une prise de conscience du danger. Une résolution votée en décembre par l'Assemblée générale des Nations unies affirme que la cybersurveillance va à l'encontre du respect de la vie privée et de la liberté d'expression. Les mesures de surveillance des réseaux, de captation des données devraient être régulées, la pratique devrait être transparente et soumise au contrôle de juges. Mais les Etats légifèrent plutôt en sens contraire. La Tunisie et l'Australie examinent des projets de loi qui considèrent comme un délit pénal, puni de sévères peines de prison, le fait de divulguer des informations... sur des opérations de surveillance. La France vient d'adopter en urgence une loi de programmation militaire qui élargit les possibilités de surveillance des communications, alors que la nécessaire réforme de la protection du secret des sources semble avoir été abandonnée.

Au fond c'est un nouvel épisode du vieil affrontement entre l'intérêt national et la liberté d'expression...
Tout est une question d'équilibre. Nous ne réclamons pas la suppression de tout secret et de toute surveillance, nous demandons seulement que ces mesures d'exception soient limitées, et que les conditions en soient précisées et contrôlées. Et il y a urgence à le faire.

LES ENTRAVES SE MULTIPLIENT

La surveillance pratiquée à grande échelle par les Etats-Unis entrave gravement le travail des journalistes et des avocats, ont déclaré Human Rights Watch et l'American Civil Liberties Union dans un rapport conjoint, publié le 28 juillet. Ce rapport de 120 pages, accessible ici – http://www.hrw.org/node/127364 –, est largement basé sur des entretiens avec des journalistes travaillant dans le domaine de la sécurité nationale. En voici deux extraits:

„Le paysage s'est nettement dégradé après la mise en circulation des documents de Snowden. Si vous soupçonniez le gouvernement d'avoir la capacité à faire de la surveillance à grande échelle, vous avez découvert que c'est sans doute la vérité." – Peter Maass, journaliste senior pour „The Intercept"

„J'aurais pu faire le double de mon travail si je ne passais pas autant d'efforts à encoder et à sécuriser les flux entre les machines liées au réseau et celles qui en sont isolées." – Barton Gellman, chercheur principal chez The Century Foundation

Foto Keystone

Sarah Harrison, journaliste et juriste britannique, recueille le prix attribué à Edward Snowden.

Ici Paris. Les Erythréens parlent aux Erythréens...

Erena, une station de radio indépendante, animée à Paris par des réfugiés, parvient par satellite à échapper à la censure. Par Arnaud Bébien

Depuis cinq ans déjà, Radio Erena émet à destination de l'Erythrée et de sa diaspora – un voix contre l'oubli, une voix contre la dictature et les crimes perpétrés dans ce pays de la Corne de l'Afrique, l'un des pires au monde pour la liberté d'expression. C'est à l'initiative du journaliste et écrivain français Léonard Vincent – alors responsable du bureau Afrique de Reporters sans frontières (RSF) – et d'un journaliste érythréen en exil, Biniam Simon, qu'Erena („Notre Erythrée") a pu voir le jour dans une ancienne cordonnerie du XIIIe arrondissement. Chaque jour, des programmes fabriqués en France en tigrinya, la langue nationale, sont écoutés un peu partout en Erythrée.

Les récits d'exil des deux journalistes érythréens de Radio Erena racontent le harcèlement et la répression contre les voix hostiles au régime du président Issayas Afeworki – père de l'indépendance en 1993. C'est justement pour y échapper que Biniam Simon, informé par ses pairs, refuse en 2006 de rentrer à Asmara. Présentateur-vedette des journaux télévisés du soir sur Eri-Tv, la chaîne d'Etat, il se trouve alors à Tokyo en formation quand éclate une nouvelle vague d'arrestations dans la presse. Cela fait plusieurs années que la pratique est devenue courante en Erythrée: le régime fait taire les brebis galeuses, souvent par la détention. Biniam Simon raconte avoir „reçu plusieurs coups de fils d'amis journalistes" qui l'ont averti des arrestations. „La police leur demandait leurs adresses électroniques et leurs mots de

passe pour lire leurs courriels. Le gouvernement craignait sans doute d'être renversé."

Son visa arrivant à expiration au Japon, Biniam se réfugie chez le correspondant local de RSF qui contacte Paris. En France, Léonard Vincent parvient à le faire venir. Biniam obtient le statut de refugié politique. Mais à Paris, il végète. Il a beaucoup de mal à s'intégrer. Au détour d'une énième conversation, une idée germe dans l'esprit du duo: celui de créer un média indépendant. Le choix se porte sur la radio en raison de la popularité de ce média en Erythrée, comme presque partout en Afrique. Radio Erena voit le jour en juin 2009, avec l'assistance technique de Radio France Internationale (RFI).

L'année suivante, Biniam Simon est rejoint par un autre journaliste en exil, Amanuel Ghirmai, passé par les camps de refugiés au Soudan avant de franchir, comme tant d'autres, et au péril de leur vie, la Méditerranée. „Il n'y a plus d'espoir au pays", dit froidement Amanuel qui évoque la répression et le service militaire obligatoire, à durée indéterminée, pour justifier son exil.

Même à plusieurs milliers kilomètres, Asmara tente de museler ce média libre, „très écouté dans les restaurants", confie Biniam Simon. Le régime d'Afeworki a pu brouiller le signal de la radio en 2012, pendant quatre mois. Avant de s'en prendre au site Internet, heureusement remis sur pied rapidement. Durant la coupure, c'est uniquement par le site qu'Erena informait les Erythréens et ceux de la diaspora. Une période délicate à vivre pour la petite équipe. „J'avais l'impression de parler dans le vide", se souvient encore amèrement Biniam Simon. Prévenus par leurs auditeurs, les deux journalistes croient d'abord à une panne, mais Arabsat, leur diffuseur, les assure que ce n'est pas le cas. L'Erythrée pirate la liaison satellitaire. „Le gouvernement ne veut pas d'informations pour sa population", assure Amanuel Ghirmai.

En décembre 2012, NileSat est choisi pour assurer la diffusion du signal de radio Erena: le problème est levé et tout le monde peut de nouveau écouter les programmes en tigrinya. Durant cette même période, Erena passe en ondes courtes, ce qui lui permet d'être entendue dans les campagnes et d'augmenter son influence. Il suffit en effet d'un simple poste de radio pour suivre les émissions.

Les programmes d'information tournent en boucle toute la journée. La radio dispose de quelques correspondants dans le pays et à l'étranger pour l'aider à vérifier certains faits. Biniam Simon évoque tous les sujets. Surtout ceux qui fâchent Asmara: les mutineries dans l'armée, la population qui fuit ou encore les naufragés arrivant sur l'île italienne de Lampedusa. On estime qu'entre huit cent mille et un million d'Erythréens vivent à l'extérieur du pays, soit plus de 10 pour cent de la population. Pour eux, Erena est une bouée de sauvetage. Pour les autres, une voix lointaine qui leur livre des informations censurées par le régime.

Photo DR

Radio Erena dispose selon Biniam Simon du „plus petit studio de radio de Paris".

L'ÉRYTHRÉE, UNE PRISON A CIEL OUVERT

23 Septembre 2001: une date à jamais marquée au fer rouge dans le livre de la jeune histoire de l'Erythrée. Alors que le monde a les yeux braqués sur les suites des attentats du 11 Septembre aux Etats-Unis, un autre crime se produit à des milliers de kilomètres de là, en Erythrée. Des rafles, sans sommation, envoient des dizaines d'opposants politiques et de journalistes en prison, pour avoir critiqué le tournant dictatorial du président Issayas Afeworki. Un événement passé totalement inaperçu dans les médias internationaux. „J'ai eu honte en tant que journaliste car je n'ai pas vu du tout ce qui s'était passé", raconte aujourd'hui Léonard Vincent, responsable jusqu'en 2008 du bureau Afrique de RSF et auteur d'un essai, „Les Erythréens", paru en 2012 (Payot et Rivages).
Treize ans après les faits, les nouvelles arrivent toujours au compte-gouttes sur d'éventuels survivants. Le 30 juin dernier, RSF a fait un pas important en Suède – qui dispose du cadre législatif adapté – en entamant une action en justice contre Afeworki et certains de ses ministres pour „crimes contre l'humanité". Le motif? L'incarcération sans procès, en 2001, du journaliste suédo-érythréen Dawit Isaac, fondateur de l'hebdomadaire „Setit", l'un des plus lus du pays.
Selon RSF, s'il a été vu vivant pour la dernière fois en 2010, sept des onze journalistes arrêtés en 2001 avec lui sont morts. Vingt-huit sont toujours incarcérés à ce jour, sans raison. Enfin si: pour avoir ouvert la bouche…
Alors qu'Afeworki dit à ceux qui espèrent la démocratie en Erythrée d'„aller sur la lune", la situation ne s'améliore pas: dernier du classement RSF de la liberté d'expression depuis sept années consécutives, sans aucun média privé, l'Érythrée voit environ au moins une centaine d'habitants fuir chaque jour. Entre service militaire à vie et sans solde ou la prison en cas de fronde, cela revient à choisir entre la peste et le choléra.
A. B.

Photo DR

Menacé de mort, Pascal Chirhalwirwa s'est réfugié au Cameroun.

Menacés de part et d'autre

Depuis plus d'un an, les journalistes qui voudraient poursuivre leur mission d'information en République centrafricaine (RCA) sont contraints à se taire ou à fuir. Témoignages recueillis par Gilles Labarthe / DATAS

En mars 2013, le président François Bozizé était renversé par la Seleka, coalition de mouvements rebelles musulmans. La plupart des sièges de radios et de rédactions de la capitale Bangui étaient alors mis à sac. Depuis décembre 2013, c'est aussi la montée en puissance des „anti-balaka" qui menace la liberté d'informer. Ces milices dites „chrétiennes", mais composées autant de jeunes désœuvrés, de paysans spoliés, que d'anciens partisans civils et militaires du régime Bozizé, s'en prennent elles aussi aux journalistes. Ceux-ci sont désormais pris entre deux feux, „accusés par les deux bords de faire le jeu de l'une ou l'autre des factions", souligne Reporters sans frontières.

Parmi eux, le journaliste-blogueur **Johnny Vianney Bissakonou**: il a reçu des menaces de mort de la Seleka, étant accusé de la „diaboliser" et de „ternir l'image du pays". Il s'est réfugié en France, où nous l'avons contacté. De 2010 à 2013, il a collaboré à Radio Ndeke Luka, station soutenue par la Fondation Hirondelle, à Lausanne, spécialisée dans la formation et l'appui aux journalistes en situation de conflit.

Qui peut l'accuser de partialité? Il a toujours dénoncé les crimes commis contre la démocratie, de part et d'autre. Se définissant comme un „porte-parole du citoyen lambda", il a d'abord informé ses concitoyens et les médias internationaux sur les dérives autoritaires du régime Bozizé. Un potentat en chassant un autre, il a ensuite écrit sur les exactions commises par la

Seleka. Toujours, affirme-t-il, en cherchant à nuancer la présentation du contexte, tandis que des journalistes occidentaux diffusaient des généralités hâtives, parlant de conflit „ethnique", „religieux", voire de „génocide".

„Oui, les gens sont massacrés sur la base de leur appartenance religieuse. Mais la population est prise en otage par une minorité d'individus qui manipule des groupuscules de bandits en vue d'accéder au pouvoir politique." Johnny Vianney Bissakonou renvoie dos-à-dos les factions de hors-la-loi qui sèment la terreur afin de mieux piller les richesses du pays.

Au centre des enjeux, il y a les diamants bruts. Impossible en RCA d'enquêter sans risquer sa vie sur cette manne „qui a intéressé toutes les présidences successives". Les camps rivaux luttent pour la prise de contrôle de ce secteur lucratif. Cette lutte implique des protagonistes évoluant dans le premier cercle du pouvoir. Mais qui oserait les dénoncer?

Des menaces de mort, **Maurice Wilfried Sebiro**, directeur de publication du site d'informations Centrafrique Libre, en a encore reçu le 22 juillet 2014, de la part de Jean-Jacques Demafouth, actuel conseiller à la Présidence en matière de sécurité, ex-ministre de la Défense et ancien chef rebelle. Il n'a pas apprécié la tournure d'un article concernant son passé récent. Et il lui aurait formulé cet avertissement: „Ne mettez plus pied à Bangui, sinon vous verrez ce qui vous arrivera."

Les responsables de formation ne sont pas non plus épargnés. A Bangui, le journaliste-reporter **Pascal Chirhalwirwa**, originaire de la ville de Bukavu, au Congo, travaillait depuis 2009 comme coordinateur national de projets de développement et d'appui au secteur des médias en Afrique centrale, pour l'Institut Panos. Il témoigne depuis le Cameroun, où il a fini par se réfugier.

„En décembre 2012, j'ai été évacué avec ma famille après les premières attaques de la Seleka. De retour en février 2013, j'ai essayé de reprendre les activités. Ça n'a pas traîné. Quand la Seleka a renversé le régime de Bozizé, nos bureaux ont été pillés et saccagés dès l'entrée des rebelles dans la ville. Revenu à Bangui en mai 2013, j'ai été contraint de quitter le pays encore une fois, à la suite de menaces téléphoniques de mort, proférées par des personnes inconnues."

Le phénomène s'est généralisé: „Le contexte d'insécurité et les menaces que les journalistes subissent les poussent à l'autocensure." Parmi les sujets les plus sensibles: rendre compte de manière objective des exactions, ou dénoncer les liens de personnalités politiques avec des affaires de corruption. „L'accès aux sources d'information et aux zones d'exploitation des diamants est très difficile et très risqué. Les protagonistes du conflit et les responsables des partis politiques ne sont souvent pas prêts à dévoiler aux médias leurs sources de financement."

Pour l'heure, que faire pour soutenir le travail d'information des journalistes en Centrafrique? La solidarité au niveau international reste une voie. „Toutes ces menaces de mort passent malheureusement sous silence." Et restent sans suite, faute d'enquêtes pour identifier les auteurs de ces pressions. „La justice s'investit peu, ou presque pas", regrette Pascal Chirhalwirwa.

service de presse

„Nous avons besoin d'une convention contraignante"

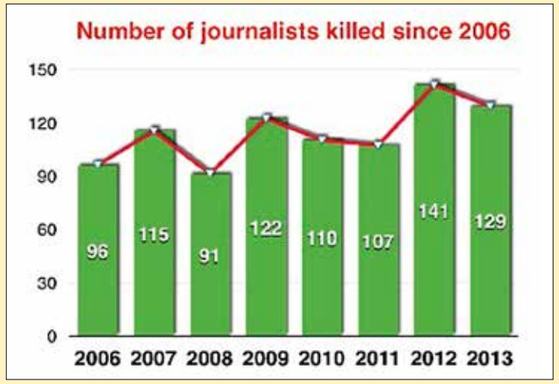
Les conflits se déstructurent, le nombre de journalistes tués augmente. Comment mieux les protéger? Press Emblem Campaign et son secrétaire général Blaise Lempen espèrent convaincre les Etats d'adopter des mécanismes de protection. Propos recueillis par Alain Maillard

EDITO+KLARTEXT: *Devient-il de plus en plus difficile et dangereux pour les journalistes de couvrir les conflits?*
Blaise Lempen: C'est effectivement devenu plus dangereux. Il y a plusieurs raisons à cette détérioration de la situation. D'abord, elle résulte simplement du fait que cette année les conflits se sont multipliés: Syrie, Irak, Ukraine, Centrafrique, Gaza. Du même coup, la statistique des journalistes tués augmente. A Gaza, en un mois, 13 journalistes palestiniens ont été tués par l'armée israélienne, ce qui est un bilan extrêmement lourd. Certains bâtiments de médias ont été délibérément visés, des journalistes palestiniens sont morts aussi accidentellement comme d'autres civils présents sur les lieux.

Une raison plus fondamentale est que la nature des conflits a évolué. Ils opposent le plus souvent des groupes armés, sans ligne de front stable. Ces groupes, par exemple les rebelles islamistes en Syrie et en Irak, ne respectent pas le droit international. L'absence de ligne de front bien définie, les combats dans des zones urbaines, la prolifération des groupes armés avec des chaînes de commandement peu claires sont un facteur de risque supplémentaire, pour les journalistes comme pour les travailleurs humanitaires. Il faut prendre d'énormes précautions pour ne pas tomber dans une embuscade, être enlevé et rançonné, éviter les snipers, les obus, les tirs sans préavis.

La solution de repli, c'est le journalisme „embedded"...
Accepter d'être incorporé dans une unité militaire n'est pas une solution, puisque le journaliste y perd son indépendance et peut être considéré comme une cible légitime pour le camp adverse.

Il faut encore mentionner deux autres facteurs de risque. Les belligérants respectent de moins en moins la distinction entre les combattants et les civils, si bien que les journalistes ne sont plus protégés par le droit humanitaire. Et ce qui aggrave encore les risques, c'est l'impunité. Si les crimes restent impunis, faute d'enquêtes et de poursuites dans le pays concerné, il y a bien des chances qu'ils se répètent.



Depuis la naissance de la PEC il y a dix ans, qu'avez-vous pu obtenir?
D'énormes progrès ont été faits sur le plan de la prise de conscience. Il y a dix ans, lorsque notre groupe de journalistes basés à l'ONU à Genève a lancé cette initiative, les Etats ignoraient le problème ou faisaient la sourde oreille. Ces dernières années, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale des Nations unies et le Conseil des droits de l'homme ont tous adopté des textes très complets condamnant les meurtres de journalistes. Le travail de la PEC avec d'autres ONG a donc porté ses fruits. Et des Etats se sont mobilisés sur le sujet: mentionnons les efforts de la France, de l'Autriche, de la Suisse, du Qatar, du Brésil, de la Tunisie.

Par contre, les résultats sur le terrain ne sont pas à la hauteur des efforts consentis. Il manque les mécanismes d'application concrets et contraignants capables de lutter contre l'impunité, de mener des enquêtes dans les pays en crise, de dédommager les victimes, de faire respecter la liberté de la presse et le droit à l'information. L'an dernier, 129 journalistes ont été tués dans le monde et l'année précédente en 2012, un record de 141 journalistes (en raison de la guerre en Syrie).

Quelles sont les perspectives pour obtenir de tels mécanismes assurant une meilleure protection des journalistes?
Pour la PEC, il est indispensable d'élaborer et d'adopter une convention contraignante. Les résolutions adoptées par l'ONU et l'action des ONG ne suffisent pas. Mais nous butons sur deux écueils: D'abord des Etats répugnent à accepter des obligations supplémentaires. En cas de forte mobilisation de la société civile (par exemple contre les mines antipersonnel, les bombes à fragmentation, etc.), ils finissent par adopter de nouveaux traités. Le problème est que la mobilisation des journalistes n'est pas suffisante. Une grande majorité d'entre eux ne vont jamais dans les zones de conflit et ne ressentent donc pas le besoin d'une meilleure protection. D'autres journalistes sont réticents parce qu'ils craignent que des Etats en profitent pour les encadrer. La PEC espère néanmoins qu'elle finira par aboutir à l'adoption d'une nouvelle Convention de Genève répondant aux risques accrus que les journalistes affrontent dans les zones de conflit.

service de presse

Pour un article
de fond en pleine forme.

Helsana
L'assurance-maladie de la Suisse.

Le Service médias d'Helsana vous conseille simplement et de manière compétente sur tous les sujets concernant la santé.
Nous assurons ainsi à votre reportage une base saine et solide.

Pour en savoir plus:
+41 (0)43 340 12 12 ou
media.relations@helsana.ch

Votre ligne
de télécommunication **058 221 98 04**

swisscom

Swisscom SA, Group Communications & Responsibility, Media Relations, 3050 Berne
Fax 058 221 81 53 – www.swisscom.ch – media@swisscom.com

SRG SSR

FAIRNESS
INDÉPENDANCE
GLAUBWÜRDIGKEIT
CREATIVITÀ
DIVERSITAD

RSI RTR RTS SRF SWI

Prévention, Assurance, Réadaptation

L'information assurée

suva
Mieux qu'une assurance

Suva
Communication d'entreprise
medias@suva.ch, www.suva.ch

Tel. 026 350 37 82
Fax 026 350 36 23

E LE SENTIMENT DE CHRISTOPHE GALLAZ

La censure et l'inconscient

Les prochaines Assises du journalisme organisées le 24 septembre, qui porteront sur le thème de „La Suisse et la liberté de la presse", sont opportunes à beaucoup d'égards, notamment celui-ci: il est toujours intéressant de méditer sur les principes de surveillance et de répression qui règnent dans un pays parfait …

La censure, c'est „l'examen des œuvres littéraires, des spectacles et des publications exigé par le pouvoir", qui précède ou non leur autorisation de diffusion. C'est aussi, selon Freud, le „refoulement dans l'inconscient des éléments de la vie psychique que la société, les parents (ou leur image) ne tolèrent pas".

Définie comme telle, et dans le cas des journalistes, la censure est donc une action pouvant provenir soit du monde extérieur qu'ils commentent ou critiquent, soit de leur propre construction psychique, mais à leur insu – indépendamment, donc, de l'autocensure accomplie de façon consciente et calculée.

A partir de là, on peut ranger la censure en deux catégories. La censure qui vise le journaliste quand celui-ci se trouve dans un schéma d'opposition face au pouvoir: c'est le thème des Assises. Et la censure qui détermine le même journaliste sans même que celui-ci s'en rende compte, lorsqu'il est travaillé par le désir de rejoindre ledit pouvoir d'une manière ou l'autre, d'en faire partie, et d'en être reconnu.

Nous observons constamment ces représentants-là de la profession journalistique qui ne cessent de vouloir s'exhausser de leur propre statut d'origine. En commençant par développer avec leurs interlocuteurs au pouvoir une relation neutre qui devient bientôt sympathique, puis familière, puis complice, et qui finit par un pacte de partage non formulé répondant parfaitement à la définition de la censure selon Freud évoquée ci-dessus: le journaliste n'écrit plus rien qui puisse être perçu comme „intolérable" par le pouvoir, tandis que celui-ci récompense le journaliste en le validant comme un pair – ou presque.

A ce point des choses, on peut considérer que la résistance du journaliste à la censure inconsciente le muant en vassal du pouvoir est une question d'équilibre identitaire. S'il est „bien dans sa peau", comme on dit, ou „bien dans ses bottes", comme l'expliquait un ministre français, il n'aura nul besoin d'être aimé par ses interlocuteurs et ne leur cédera pas une bribe de sa liberté professionnelle.

Une situation idéale, bien sûr, que compromet durement le climat de déstabilisation régnant dans maintes rédactions de notre pays. Or pour tout journaliste malheureux, se faire reconnaître par le pouvoir devient une consolation nécessaire de rattrapage narcissique. On n'est pas sorti de l'auberge…

Christophe Gallaz
est journaliste, essayiste et écrivain.

Par Médiator

James Risen a reçu le prix Herbert Block de la liberté de presse, décerné aux Etats-Unis par le Syndicat national des journalistes, pour avoir refusé de révéler le nom de son informateur malgré des poursuites judiciaires et le risque d'une condamnation à la prison. Dans son livre „State of War" (2006), grâce à cette source, Risen évoquait une opération de la CIA en Iran. Une pétition de soutien au journaliste du „New York Times" a été remise au Département américain de la justice, munie de plus de 125 000 signatures. Risen avait par ailleurs reçu le Prix Pulitzer en 2006 pour des révélations sur les programmes de surveillance de la NSA.

James Risen. Alain Duménil. Un autoportrait de Raymond Bürki.

Deux jours après l'annonce du décès de l'acteur Robin Williams, sa fille, la comédienne **Zelda Williams**, a annoncé qu'elle se retirait des réseaux sociaux en raison de la publication de diverses images retouchées de son père. Sur son compte Instagram, elle précise: „Je ferme ce compte pendant un moment pour que je puisse m'en remettre et décider si oui ou non je ferme définitivement ce compte. Dans ces moments difficiles, tâchez de vous montrer respectueux, que ce soit envers moi, ma famille ou mes amis. Se moquer de moi et des photos que j'ai postées avec mon père sur les réseaux sociaux est cruel et inutile."

„L'annonce de ma nomination par Pietro Supino a été applaudie", déclare sur persoenlich.ch le futur rédacteur en chef du „Bund", **Patrick Feuz**. Il succède à Artur Vogel, dont la rédaction du quotidien bernois réclamait le départ. Agé de 47 ans, entré au „Bund" en 1993 et actuel adjoint de Vogel, Patrick Feuz dit souhaiter de „vives discussions" internes sur les contenus et les traitements journalistiques. „Ce genre de discussions est indispensable pour pratiquer un journalisme passionnant et assurer la meilleure qualité."

Etrange conception de la liberté d'information chez un patron de presse: le propriétaire de „L'Agefi", **Alain Duménil**, annonce dans le „Matin dimanche" du 17 août qu'il va réclamer des dédommagements à „L'Hebdo" et au „Tagesanzeiger". Ces deux journaux ont révélé les soupçons de soustraction fiscale qui pèsent sur l'homme d'affaires franco-suisse. „Je ne comprends pas comment des journaux ont pu divulguer mon nom. Ils courrent des risques pénaux mais aussi financiers. Je vais réclamer le manque à gagner." A combien de millions ce manque sera-t-il évalué?

Un „monument", une „institution": les mots qu'on a employé à son départ collent mal au personnage. Timide, discret, affable, **Raymond Bürki** a livré le 16 août son dernier dessin de presse au quotidien „24 Heures", après 38 ans de bons et drôles de services. Qui pourra rivaliser avec la vérité de ses caricatures? Bürki assure qu'il assure qu'il continuera à dessiner pour d'autres supports. Mais la différence, dit au „Matin", „c'est que je n'aurai plus à dessiner Brélaz tous les jours. Et tant mieux: depuis qu'il est maigre, je n'arrive pas à le choper."

BuzzFeed veut aussi informer

Les badges qui classent les articles sur BuzzFeed.

Plus réputé pour ses listes et ses images que pour des articles de fond, le site de divertissement connaît une réussite indéniable. Il veut maintenant concurrencer les médias d'information.
Par Clément Girardot

Les 12 types de Français qu'on croise à l'étranger", c'est le titre d'un des „listicles" – contraction de liste et d'article – les plus populaires de l'été sur BuzzFeed.fr, le petit frère francophone de Buzzfeed lancé en novembre dernier. Le site américain a lui été fondé en 2006 par Jonah Peretti, un ancien du „Huffington Post". Cette liste brosse un tableau au vitriol des touristes, routards et expatriés français, à grand renfort de photos ironiques et de gifs animés. Ce post a rapidement créé le buzz sur les réseaux sociaux. Le nombre de vues a augmenté constamment pendant une dizaine de jours pour dépasser la barre des 200 000.

Un score impressionnant, mais loin du succès estival de la version américaine, qui a atteint 12 millions de consultations. Dans les deux cas, près des deux tiers du trafic sont générés par les partages sur facebook. Si les listes alimentées par du contenu pioché sur les réseaux sociaux sont le fond de commerce de BuzzFeed, les quizz et les vidéos attirent aussi de nombreux internautes.

„En 2008, BuzzFeed était un petit site, qui proposait surtout des contenus insolites et drôles qu'on ne voyait pas dans la presse française", se souvient le journaliste français Vincent Glad, spécialiste d'Internet. BuzzFeed compte actuellement plus de 300 salariés, son chiffre d'affaires s'est élevé à 60 millions de dollars en 2013. Revendiquant plus de **cent millions** de visiteurs uniques par mois, le site est en perpétuel développement: outre Buzzfeed.fr, il s'est lancé sur les marchés britannique, australien, brésilien et espagnol.

Pour aboutir à ce succès populaire et financier, BuzzFeed a changé le paradigme des médias en ligne en mettant les réseaux sociaux, et non google, au cœur de sa stratégie éditoriale. Selon Magali Philip, journaliste à la RTS et spécialiste des réseaux sociaux, „BuzzFeed fait partie des précurseurs qui ont su toucher un public spécifique: celui des jeunes adultes et des ados en quête de storys non prise de tête. Son concept des listes en est un parfait exemple, il se décline à merveille sur les tablettes, les smartphones et les réseaux sociaux."

Dans la „Revue Européenne des Médias" (mai 2014), Françoise Laugée écrit: „La ligne éditoriale de BuzzFeed ne repose pas sur une hiérarchisation des informations, qui fait la nature d'un média d'information générale, mais elle consiste en une **juxtaposition** de thèmes repérés mécaniquement sur le web, parmi les plus cités et les plus partagés, retravaillés pour augmenter cette viralité au travers du canal BuzzFeed, en mélangeant sans distinction divertissement, information et promotion commerciale." De quoi donner des boutons aux journalistes …

Au niveau du modèle économique, BuzzFeed a délaissé les traditionnelles bannières publicitaires au profit du contenu sponsorisé par des grandes marques – ce qu'on appelle du „native advertising". Cette forme de publicité est plus rémunératrice pour le site. „Ce modèle a eu une influence considérable sur le reste de la presse, y compris en France ou en Suisse", affirme Vincent Glad. Dans le sillage de BuzzFeed, les titres des articles sont devenus plus accrocheurs qu'informatifs, le format de la liste est aussi repris par de nombreux médias.

Dans le monde entier, des sites s'inspirant directement de BuzzFeed ont été créés, en Suisse alémanique aussi. Depuis janvier dernier watson.ch propose le mélange d'information et divertissement qui a fait le succès du site américain. „Je trouve que c'est une excellente idée d'avoir osé lancer un pure-player en Suisse, même si son avenir économique reste fragile, estime Magali Philip. Je rêve de voir émerger un titre similaire en Suisse romande. Malheureusement, ma mauvaise connaissance de l'allemand ne me permet pas de juger du contenu éditorial de Watson mais ses dataviz et autres infographies m'ont souvent intéressée."

Pour le fondateur et PDG de BuzzFeed Jonah Peretti, cité dans „Forbes", son entreprise a réalisé dans le domaine des médias ce que Toyota ou Honda ont fait pour le secteur automobile dans les années 70 et 80. D'abord méprisé par les tenants du journalisme de qualité, le site a su attirer de **nouveaux lecteurs**, faisant peu d'ombre aux médias traditionnels. Puis, peu à peu, comme les marques japonaises, BuzzFeed est monté en gamme. Fin 2011, le site basé à New-York a recruté comme rédacteur en chef l'expérimenté Ben Smith du site d'information Politico. Puis Mark Schoofs, lauréat d'un prix Pulitzer, a été chargé de diriger une équipe dédiée à l'investigation. BuzzFeed s'est aussi doté de correspondants à l'étranger et publie, dans sa version anglaise, de longs reportages qui n'ont rien à envier à ceux du „New Yorker".

Mais la start-up n'a pas abandonné le bas-de-gamme, bien au contraire: „Pour des raisons d'audience, ils ont fait des listes et ils se sont de plus en plus caricaturés, observe Vincent Glad. BuzzFeed était perçu comme un site cool, c'est devenu le TF1 du lol. C'est un site qui a des très bons articles mais le tout est recouvert par leur autocaricature."

Les beaux bilans financiers auront aussi du mal à faire oublier certains errements éthiques, dont la reprise d'informations erronées et le non-respect des droits d'auteur pour les images. „Il ont repris gratuitement le contenu des autres, aujourd'hui tout le monde fait du journalisme de lien, on reprend les infos et on les met en forme, continue Vincent Glad. C'est bien, mais si tout le monde fait ça, les journalistes ne vont plus chercher l'info. C'est un modèle un peu parasite."

BuzzFeed a prouvé qu'un média en ligne peut être rentable mais son modèle reste **fragile** car il dépend fortement de facebook. Un changement d'algorithme de ce dernier et l'empire du buzz pourrait être ébranlé. Dans la confusion actuelle, les médias traditionnels semblent tentés de s'inspirer du succès de BuzzFeed en misant sur les informations insolites destinées à créer le buzz et générer du trafic. Mais derrière un modèle innovant, il s'agit surtout de la remise au goût du jour d'une recette classique de l'industrie des médias: miser sur ce qui est populaire pour générer des revenus et financer la production de contenus plus qualitatifs.

LA TERRE A LA UNE

Info constructive: la révolution danoise

Les médias libres sont-ils là pour dénoncer … ou aider la société? Le concept „info constructive" lancé depuis deux ans par la Radio-TV publique danoise (DR) veut répondre à ce défi, sans rose bonbon ni autosatisfaction aveugle. Montrer les dysfonctionnements, mais aussi ce qui marche („Eux le font, pourquoi pas nous?"), encourager le débat et les solutions, interroger ceux qui les trouvent ou les bloquent. Et aussi: équilibrer la proportion des bonnes et mauvaises nouvelles. DR a rapidement retrouvé la tête de l'audience nationale.

Ulrik Haagerup, directeur de l'information de DR, a basé cette révolution copernicienne sur une analyse d'opinion: ras-le-bol des combats de coq politicards à la TV (75 pour cent), pas assez d'info sur les solutions aux défis actuels (83 pour cent), trop d'événements négatifs (70 pour cent) …

Aux journaux télévisés, la déprime était écrasante: 80 pour cent de guerres, violences, cataclysmes, scandales … „News is bad news", „If it bleeds it leads" – des axiomes encore transmis aux jeunes journalistes, a constaté la chaîne danoise.

Sommet du désespoir: l'Afrique. La plupart des gens croient que la pauvreté s'y accroît, elle a en fait baissé de moitié depuis 1990. Où peut-on lire que la démocratie progresse, les entrepreneurs locaux bougent, la croissance frise 10 pour cent dans bien des pays?

Les pros de l'info rejettent souvent ces reproches, invoquant l'ignorance du public sur les lois du métier. Pour DR au contraire, la négativité est la maladie chronique des médias occidentaux. Résultat: les citoyens ont de plus en plus peur, alors qu'en réalité les accidents et les crimes sont en baisse. „Les gens ont besoin d'inspiration et de bonnes pratiques montrant que le monde n'est pas que fou, dangereux et méchant", affirme Haagerup.

Il cite l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt, co-éditeur de „Die Zeit", pour qui les médias n'aident plus la démocratie. Au contraire, plus influents que les politiciens, ils inoculent des toxines négatives et superficielles tout en disant: „C'est ce que les gens veulent, c'est ce qui se vend." Ils fixent les agendas et la manière dont on voit le monde: „Les médiacraties ne produisent pas des leaders, mais des populistes. Berlusconi en est juste le pire exemple."

Haagerup a lancé le débat cet été à Genève, invité par l'ONU. Mais sa présentation a été boudée par les correspondants du Palais, certains estimant que précisément, la com institutionnelle des agences onusiennes est elle-même un obstacle majeur à une info à la fois constructive et critique, captivante et mobilisante. Bon, mais alors qui secouera enfin la grisaille informative des enjeux planétaires?

Daniel Wermus, journaliste

Publicité

LES 3ÈMES ASSISES DU JOURNALISME À L'OCCASION DU JUBILÉ DE LA CEDH:

LA SUISSE ET LA

AU CASINO DE MONTBENON À LAUSANNE

Mercredi, 24 septembre 13:00 – 19:00

De nombreuses personnalités renommées et des experts débattront des thèmes suivants:
+ Censure des médias en Suisse et rôle de la CEDH
+ Risques et protection des journalistes en zones de conflit
+ Financement des médias et pression sur les rédactions
+ Protection des données à l'ère de la cyber censure

Inscription avec le formulaire sur **www.impressum.ch** ou par e-mail à **info@impressum.ch**

Die Schweizer Journalist*innen* I giornalisti svizzeri
impressum Les journalistes suisses
AMNESTY INTERNATIONAL
REPORTERS SANS FRONTIERES POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION
PRESS
UNI FR UNIVERSITÉ DE FRIBOURG UNIVERSITÄT FREIBURG
FEP EFJ

INVITATION À LA CONFÉRENCE DE BRANCHE DES JOURNALISTES

Ancienne Gare (Avenue de la Gare 3, à Fribourg), 11 octobre 2014, 13h30–17 heures

Nous organisons le 13 de chaque mois une série d'actions pour dénoncer publiquement les conditions de travail chez Tamedia, Ringier et NZZ, qui mettent sous forte pression les rédacteurs et les indépendants: suppression de postes, rythme de travail, heures supplémentaires, honoraires de misère, sous-enchère salariale, vol des droits d'auteurs. Raison pour laquelle une convention collective de travail (CCT) pour la Suisse alémanique et le Tessin doit être négociée maintenant ! D'autant qu'en Suisse romande, une CCT qui lie les mêmes éditeurs est déjà en vigueur.

Les journalistes ont au moins **dix bonnes raisons de revendiquer la CCT.** Et nous pouvons y réussir en unissant nos forces! C'est pourquoi nous prévoyons aussi d'adhérer à la CCT en Suisse romande: nous voulons ainsi mieux défendre nos membres et contribuer à l'application de cette CCT. Plutôt que de disperser les forces syndicales, il s'agit d'améliorer notre collaboration pour avoir une meilleure force de frappe ensemble.

Ces trois thèmes seront présentés à la conférence et discutés avec les militant-e-s et invité-e-s: **GAV (CCT en Suisse alémanique et au Tessin) – CCT Suisse romande – collaboration.** Vous êtes les bienvenu-e-s!

Vous pourrez télécharger dès le 11 septembre le programme et le formulaire d'inscription sur le site de syndicom: **www.syndicom.ch.**

syndicom

SSM
Schweizer Syndikat Medienschaffender
Syndicat suisse des mass media
Sindicato svizzero dei massmedia

La formation est un enjeu décisif

Voilà pourquoi, dans le cadre de la révision de la LRTV débattue au Conseil national et au Conseil des Etats, le SSM demande que les réserves des recettes de la redevance soient allouées à la formation et au perfectionnement professionnels.

Eclairer l'obscur

Comment trier quand les nouvelles sanglantes s'accumulent? Au nombre de morts? Et si nous cherchions plutôt à rendre les tragédies plus intelligibles? Par Aline Jaccottet, journaliste à l'ats.

17 juillet, 20h48. Une triste ligne s'affiche sur mon écran: „Crash en Ukraine – pas de signe de survivants sur le site du crash de l'avion". Vite, une photo. Ce soir, je suis responsable des sites Internet – ceux de bluewin et du quotidien la „Liberté" notamment – et tout le monde attend du neuf sur ce drame. Dans le moteur de recherche de Keystone, je tape „Ukraine+Malaysia". Tout devient vert et gris. Vert de l'herbe sur laquelle reposent les morts, vert des uniformes des vivants. Gris du ciel devenu tombeau, gris des milliers de débris qui jonchent le champ. Je redoute de visionner ces photos que je dois pourtant sélectionner soigneusement, car à l'ats, on n'a le droit que de suggérer la mort, jamais de la dévoiler.

L'agence Keystone, elle, montre tout. En effet, elle s'adresse à des ***professionnels avertis****: nous, les journalistes. Professionnels? Certainement. Avertis? Ce mot me laisse songeuse. Peut-on, une fois pour toutes, être „avertis" de cette douleur humaine que nous relatons?*

En deux ans, elle s'est déclinée sous mes yeux dans des centaines de clichés. Je me rappelle avoir dû chercher: „Lampedusa+funerals". „Gaza+Hamas". „Syria+army". Souvent, un nom suffisait: „Aleppo". „Homs". „Bagdad". Parfois, la quête de photos publiables s'est avérée infructueuse, comme lorsque j'ai tapé „Pakistan+attack+acid" ou voulu illustrer un encadré sur le nombre d'enfants syriens tués dans la guerre, et écrit ces mots malheureux: „Syria+children".

Oui, je suis journaliste professionnelle, car j'ai acquis un savoir-faire qui me permet de traiter l'actualité avec pertinence. Mais l'on a beau être „averti", l'horreur peut surprendre, comme en ce 17 juillet face au cliché qui illustre cet article, en page 3 de la recherche „Ukraine+Malaysia". Dieu sait pourquoi – s'il a quoi que ce soit à voir avec tout ça – ce que ces pieds morts suggéraient m'est apparu insupportable.

Urgents, points de situation, encadrés, reportages, premiers jets: à l'ats, nous „disons" ce monde fou minute après minute. 9h00: dix morts à Gaza. 9h15: les cadavres du crash en Ukraine toujours à l'abandon. 9h30: un bateau surchargé coule au Bangladesh. 9h45: des immigrés morts asphyxiés au large des côtes italiennes. 10h00: des familles massacrées en Syrie. 10h15: vingt morts dans un attentat à Bagdad. Face à cet écran qui se remplit à une vitesse prodigieuse de dépêches de l'Afp, de Reuters, d'Ansa ou de Dapd, nous devons faire des choix: c'est notre mission. Et l'occasion de vérifier que le métier de journaliste requiert – j'ose le mot! – ***une certaine dose de cynisme****. Plus il y a de morts, plus c'est spectaculaire, plus c'est proche, plus la priorité sera élevée.*

Crash du MH17 en Ukraine: peut-on publier cette photo?
Photo Keystone

Ce réflexe est justifiable du point de vue médiatique si l'on s'en tient à la formule du „mort au kilomètre", gagnante à tous les coups. Il fait pourtant sombrer dans l'oubli – et avec quelle vitesse! – tous ceux qui meurent au même moment, mais juste un peu plus loin. Ainsi, depuis le 8 juillet, le nombre des dépêches sur la Syrie a chuté vertigineusement, devancées par celles qui relataient l'offensive israélienne à Gaza. Ecrasante concurrence: le conflit israélo-palestinien n'a besoin d'aucune analyse pour passionner le public, certain de savoir à l'avance où sont les bons et les méchants. On ne peut en dire autant de la guerre syrienne, dont les enjeux sont désormais d'une grande complexité.

Il doit donc être fait de cela aussi, notre métier: rendre compréhensible ce qui est compliqué, proche ce qui semble éloigné, accessible ce qui apparaît mystérieux. Saisir les mouvements de fond lors des tempêtes, éclairer l'obscur conflit d'une ***lumière d'humanité****, en un mot: rendre le monde plus profondément intelligible. Une tâche quasi impossible pour les journalistes d'agence dont la mission est de transmettre la news brute, difficile pour tous les autres par manque de temps et de moyens. Une tâche si nécessaire pourtant, pour que les morts oubliés le soient un peu moins et que le zapping morbide auquel nous nous adonnons parfois gagne en humanité.*

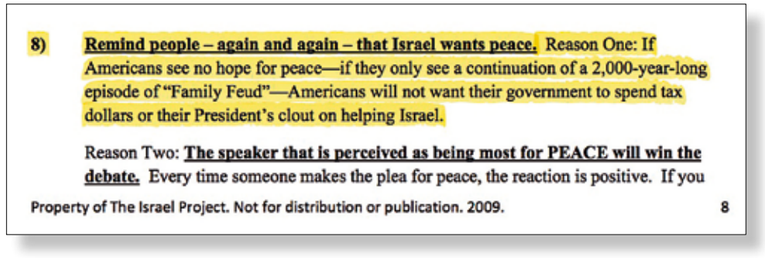
Le manuel israélien de la communication

Pas facile de faire bonne figure quand la guerre fait une majorité de victimes civiles en face. Les clés sont données par un manuel rédigé en 2009, après la dernière attaque contre Gaza. Un must pour les journalistes.
Par Michel Bührer.

Que feriez-vous si votre pays était bombardé durant des jours et des jours?" Voilà sans doute l'une des phrases les plus souvent entendues dans la bouche des politiciens et porte-parole israéliens depuis l'offensive contre la bande de Gaza début juillet. Réponse suggérée: vous feriez comme nous. Cette formule, comme d'autres déclinées en de multiples variantes, semble toute faite. Rien d'étonnant à cela, elles sont inspirées par un ouvrage à l'usage des „leaders visionnaires qui sont sur la ligne de front de la guerre médiatique pour Israël", comme l'indique le texte d'introduction. Le manuel s'appelle „Dictionnaire de langage global". Il a été publié par The Israel Project en 2009, juste après la dernière grande opération contre Gaza (2008–2009). Il faisait suite à une première version parue en 2003.

The Israel Project (TIP) se présentait alors comme un organisation utilisant toutes les „techniques de communication proactives" pour „améliorer l'image d'Israël, réduire l'antisémitisme et promouvoir la fierté envers Israël et le peuple juif", en relation notamment avec les porte-parole principaux d'Israël et des „activistes pro-Israël dans le monde entier", tout en étant „non partisan". Aujourd'hui, TIP a poli son image. Il annonce plus sobrement être une „organisation éducative non partisane américaine" dont le but est d'informer les médias et le public sur Israël et le Moyen-Orient, selon son site. Il se présente comme une source „d'informations détaillées et précises".

Ce Dictionnaire a été rédigé par l'Américain Frank Luntz, spécialiste des sondages, consultant politique de longue date pour le Parti républicain et analyste pour la très conservatrice chaîne de TV américaine Fox News. Il conclut la courte préface de son manuel en rappelant le titre d'un de ses livres. **„Ce n'est pas ce que vous dites qui compte. C'est ce que les gens entendent"**. Chacune des 116 pages du manuel porte la mention „Propriété de The Israel Project. Pas pour distribution ni publication". Le magazine „Newsweek" en avait rapidement obtenu une copie en 2009, mais les médias se sont peu intéressés au document. Il les concerne pourtant au premier chef. Cinq ans plus tard, d'une guerre de Gaza à l'autre, l'ouvrage garde tout sa saveur.


8) Remind people – again and again – that Israel wants peace. Reason One: If Americans see no hope for peace—if they only see a continuation of a 2,000-year-long episode of "Family Feud"—Americans will not want their government to spend tax dollars or their President's clout on helping Israel.

Reason Two: The speaker that is perceived as being most for PEACE will win the debate. Every time someone makes the plea for peace, the reaction is positive. If you

Property of The Israel Project. Not for distribution or publication. 2009. 8

Chacun des dix-huit chapitres donne des conseils généraux ainsi que des exemples de „mots qui fonctionnent" (Words that work) à l'adresse des opinions publiques, mots dont l'auteur propose même un glossaire.

Au chapitre consacré à Gaza, Frank Luntz avertit que le sujet est sensible. Même si 74 % des Américains (selon son propre sondage) estiment qu'Israël est moins en sécurité maintenant que lorsqu'il contrôlait Gaza, „ils attendent toujours d'Israël qu'il agisse avec retenue envers la population palestinienne". Exlu donc de commencer par „qui a fait quoi en premier" ou par un „discours sur la pertinence de la proportionnalité". Il faut cadrer le conflit comme „quelque chose qui doit être stoppé, qui fait du mal aux deux peuples".

La clé, c'est de **montrer de l'empathie** (il ne dit pas avoir de l'empathie). Ailleurs dans le texte, il précise: „La séquence de votre discours est cruciale et vous devez commencer par l'empathie pour les DEUX camps avant tout." Il importe en conséquence de bien séparer le Hamas de la population „car beaucoup d'Américains sympathisent avec le sort des Palestiniens, et leur sympathie va augmenter si vous ne faites pas la différence".

Message difficile à articuler aujourd'hui, dans une société israélienne radicalisée où fleurissent les messages racistes et les appels au crime contre „les Arabes".

Foto Michel Bührer

L'auteur du manuel et consultant Frank Luntz intervient sur la chaîne conservatrice Fox News.

Dans une tribune libre sur le média en ligne Ynet le 5 août dernier, le major général de réserve Giora Eiland, ancien chef du Conseil national de sécurité israélien, estimait qu'il n'y avait aucune différence à faire entre civils et militants du Hamas.

Frank Luntz propose une technique classique pour se sortir des questions embarassantes sans y répondre: répliquer par des **questions rhétoriques**. Pour Gaza, l'exemple qu'il donnait il y a cinq ans sonne familier aujourd'hui: „Que doit faire Israël? Imaginez, si des milliers de roquettes étaient tirées sur votre communauté chaque jour et chaque nuit? Que ferait votre pays? Que voudriez-vous qu'il fasse? N'avons nous pas le droit de protéger nos citoyens?" Au risque, minime il est vrai, de se voir retourner une autre question rhétorique: „Que feriez-vous si votre pays vivait un blocus depuis sept ans, totalement étouffé économiquement par une puissance qui transforme votre territoire en prison à ciel ouvert?"

L'opinion américaine veut voir une lumière au bout du tunnel qui justifie son soutien à l'Etat hébreu, souligne le manuel. Il est donc important de marteler qu'Israël est **engagé pour la paix** (c'est la „carte maîtresse"). Comme preuve, il propose de rappeler qu' „Israël a fait des sacrifices douloureux et a pris des risques pour donner une chance à la paix" en se retirant de Gaza en 2005. En réalité c'est faux, mais l'essentiel est que l'interlocuteur en conclue qu'Israël ne peut pas prendre le risque de se retirer d'autres territoires en Cisjordanie.

Dans une interview au quotidien israélien „Haaretz" paru en octobre 2004 (peu avant le retrait), le conseiller principal du premier ministre Ariel Sharon, Dov Weisglass, donnait une autre explication: „Le sens du plan de désengagement [de Gaza], c'est le gel du processus de paix. (...) Il fournit la quantité de formaldéhyde nécessaire pour qu'il n'y ait pas de processus politique avec les Palestiniens."

Le document passe en revue tous les points sensibles de la communication d'Israël, et ils sont nombreux. La solution des **deux Etats**? Il faut en parler („important mais pas réaliste maintenant"), car 78 pour cent des Américains (sondage Luntz) et la majorité des Européens sont pour. Et toujours en distinguant le Hamas de tous les autres Palestiniens. Mais attention, „il faut éviter d'utiliser la revendication religieuse" comme motif pour conserver des territoires. Cela donne une „image extrémiste d'Israël aux yeux des non-religieux".

Il faut aussi soigneusement éviter de parler des **frontières** en termes de „avant ou après 1967", mais plutôt évoquer des „frontières défendables" (en clair: à fixer selon les exigences sécuritaires définies par Israël). La question ultrasensible des colonies en Cisjordanie est évidemment désamorcée, avec un cynisme désarmant. Exemple: „Les Israéliens n'ont-ils pas le droit de vivre parmi les Palestiniens? Il y a bien des Arabes qui vivent en Israël." De plus, les implantations sont importantes pour la sécurité d'Israël, elles sont dans des zones militaires sensibles (ce qui est vrai, mais l'argument est peu utilisé, il revient à dire que les civils sont volontairement placés aux avant-postes de l'armée).

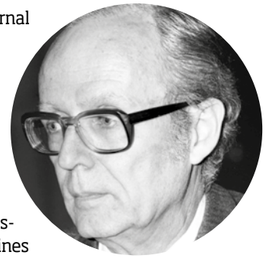
Jérusalem, la barrière „de sécurité", le droit au retour, l'aide militaire, les Nations unies, les Arabes israéliens, tous ces sujets font l'objet d'un chapitre détaillé. Avec toujours la même recommandation: il faut **donner une réponse simple à une question compliquée**, et la répéter, répéter, répéter. Car ce n'est pas ce qu'on dit qui est important, c'est ce que l'autre entend. Et c'est ainsi que se construit l'histoire officielle du pays.

La pêche au Net

Entre blogs et sites spécialisés, Internet propose des opinions étayées et des analyses pertinentes sur la vie des médias. Dans cette rubrique, EDITO+KLARTEXT sélectionne quelques extraits. Les liens vers les articles complets figurent sur notre site, www.edito.ch.

Bernard Béguin, une haute idée du métier

Sur la Méduse, site de Christian Campiche, **Marc Schindler** rend hommage à Bernard Béguin. L'ancien rédacteur en chef du „Journal de Genève", puis directeur des programmes de la Télévision suisse romande, est décédé à l'âge de 91 ans. Il est l'auteur en 1988 d'un ouvrage de référence: „Journaliste, qui t'a fait roi?"



"Il fut mon rédacteur en chef au ‚Journal de Genève' et mon premier maître en journalisme. Je revois encore sa longue silhouette, son élégance britannique, son regard amical derrière ses lunettes, sa manière d'écouter, j'entends sa voix douce au téléphone: Béguin. Il m'avait engagé sur un coup de téléphone. Le ‚Journal de Genève' cherchait un jeune journaliste pour sa rubrique étrangère. Je terminais mes études à l'Institut de hautes études internationales. Quelques semaines plus tard, je franchissait la porte du vieil immeuble de la rue Général-Dufour, à Genève. J'étais admis dans le saint des saints de la haute bourgeoisie et du libéralisme protestant genevois! Bernard Béguin menait cette barque d'une main ferme, sans élever la voix. (...) Bernard Béguin était un spécialiste de politique étrangère, dont il connaissait les acteurs et les rouages. Bien informé, il rédigeait des éditoriaux qui faisaient autorité en Suisse et à l'étranger. Il m'avait appris – je ne l'ai pas oublié – que lorsqu'une négociation est rendue publique, c'est qu'elle a échoué. Il savait qu'un journaliste ne doit jamais écrire tout ce qu'il sait. Il m'a raconté son entretien confidentiel avec le colonel Antoine Argoud, la cheville ouvrière du putsch des généraux à Alger, pilier de l'OAS, condamné à mort par contumace. L'officier putschiste en cavale avait passé deux heures dans le bureau de Béguin pour lui raconter sa guerre pour l'Algérie française. Le journaliste n'avait pas osé prendre des notes. Il n'avait même pas pu prévenir sa femme qu'il ne serait pas là pour le repas. Il craignait que le colonel pense qu'il appelait la police! Après le départ du colonel putschiste, Béguin avait frénétiquement rédigé un mémo sur son entretien, mais rien n'a paru dans le ‚Journal de Genève'. Un scoop, ce n'était pas le genre de ce gentleman du journalisme. (...) Ce grand journaliste avait aussi une haute idée de son métier et de l'éthique de sa profession."

Et si on vérifiait?

A lire sur le site de l'hebdomadaire „Marianne", un examen critique des rubriques de fast-checking proposées par plusieurs médias français. Extrait de l'article signé **Kevin Erkeletyan**.

"Apparu en France vers la fin des années 2000, le fact-checking, dernière lubie du monde journalistique, a surtout décollé à l'orée de la campagne présidentielle de 2012. ‚A-t-il dit vrai? A-t-elle dit faux?' Objectif affiché: vérifier les dires de telle ou telle personnalité ou institution. Les faits, rien que les faits et une réponse: vrai et/ou faux. Certains journalistes découvraient, effarés, que certaines informations étaient bonnes à vérifier. ‚Venons-en aux faits' proclament Les Décodeurs du monde.fr. Peut-être n'avaient-ils pas l'habitude...

Le fact-checking s'imposait, en tout cas, comme un nouvel outil. Nouveau dogme d'une religion sacro-sainte: l'objectivité, instituée comme le graal – perdu – du journalisme. En bons hérétiques, nous avons donc voulu vérifier s'ils s'y tenaient. Décortiqués, tout le mois de juillet, les articles des quatre apôtres les plus actifs en la matière – Le ‚Vrai-Faux de l'info' d'Europe 1, Le ‚Vrai du Faux' de France Info, FactaMedia et ‚Les Décodeurs' du monde.fr – révèlent – ô surprise! – une tout autre vérité... Sous de trompeurs aspects scientifiques, leur traitement recèle de tendances beaucoup plus orientées qu'il n'y paraît. (...) En moyenne, au moins une expression de leur subjectivité vient s'infiltrer dans chaque papier. (...) Les sources mobilisées, sont, par ailleurs, souvent les mêmes: l'Insee (dans 24 pour cent des cas), Eurostat, l'Ined, le Ministère de l'intérieur ... ce qui n'empêche pas les fact-checkeurs d'aboutir à des résultats différents! Pour la science exacte, on repassera. (...) On se dit que le fact-checking a tout de la fausse bonne idée. Mais bon, là encore, ça reste à vérifier..."

Les robots sont déjà là

Apprenant que le „Los Angeles Times" a publié cette année un article sur un tremblement de terre, rédigé par un robot, l'écrivain **Nicolas Bonnal** a voulu en savoir plus et publie ses réflexions sur Boulevard Voltaire.

"Narrative Science, une start-up de Chicago spécialisée dans l'écriture par robot, recueille des données d'événements comme le sport et la criminalité, et utilise des algorithmes pour produire des articles. Et de fait, Kristian Hammond, co-fondateur de Narrative Science, a déclaré que 90 pour cent des nouvelles pourraient être rédigées par des ordinateurs en 2030. Dans un premier temps, je me suis cru menacé par cette invasion robotique qui reflète un monde à la ‚Terminator', pas trop intellectuel. Mais dans un deuxième temps, j'ai bien mieux réagi. Ne sommes-nous pas depuis longtemps dans cette scène de la vie des marionnettes?

Nos journaux sont de plus en plus rédigés par des quasi-robots. Il n'y a qu'à voir la page d'accès de Yahoo! pour constater l'omniprésence du people, du sexe, de la consommation, du luxe, du sport et autre inhibant orwellien. Le politiquement correct reflète l'involution humaine vers un ergonomiquement correct et un technologiquement correct. On compte, bien sûr, une résistance humaine mais elle est confinée à des réseaux, à des journaux libres comme ‚Boulevard Voltaire' qui, tant qu'ils ne seront pas censurés, pourront permettre à l'humanité restante et contestante de réagir. Et on souhaite aux robots journalistes beaucoup de lecteurs robots."

Un éloge du journalisme

Aux Etats-Unis, les postes de journaliste de presse sont en chute rapide. **Fabien Deglise** y réagit dans sa chronique pour „Le Devoir", à Montréal.

"Le journaliste est en train de devenir une espèce en voie de disparition. Dans l'univers du papier, du moins. Ce n'est pas de nous, c'est le site américain CareerCast.com qui vient de le dire, la semaine dernière, en dévoilant son palmarès des 10 professions les plus menacées par les mutations du présent. Avec des perspectives d'embauche en chute de 13 pour cent cette année, le reporter officiant dans un quotidien imprimé y trône en quatrième position, juste derrière le facteur – au sommet de cette liste –, l'agriculteur et le releveur de compteurs.

(...) Ce serait bien dommage. Car les journalistes, ces témoins distants et éclairés du présent, n'auront jamais été aussi nécessaires qu'aujourd'hui pour expliquer avec impartialité, traquer les dérives, nourrir les débats, soulever les questions que toutes ces transformations induisent. A condition de pouvoir le faire dans les cadres fondamentaux de cette profession et en rappelant avec force ces cadres à ceux qui sont peut-être un peu, dans l'excitation du présent, susceptibles de l'oublier.

C'est que le journaliste donne du sens et de la valeur à son regard sur le monde par son indépendance d'esprit et sa liberté de penser, qui défendent avant tout l'intérêt du public, plutôt qu'à la protection ou au rayonnement d'intérêts particuliers – que ces intérêts soient nobles ou pas. Ce qui le distingue d'un communicateur, cette espèce actuellement en voie de reproduction et de valorisation intense dans les univers numériques et qui ne se barde pas trop avec la notion de neutralité, c'est sa capacité à se tenir au-dessus de la mêlée, à observer la condition humaine d'assez près pour être juste, mais de pas trop proche pour éviter la collusion.

(...) Et si un jour le journaliste devait disparaître, partiellement ou complètement, ce serait sans doute pour avoir cessé de revendiquer qu'il puise sa valeur dans une liberté qui, hier comme aujourd'hui, n'est surtout pas négociable."

Robin Williams et la ruée sur les réseaux

Le décès d'un acteur populaire déchaîne les médias sociaux: twitter, facebook, instagram, etc. Compte rendu sur **arretsurimages.net**.

"Depuis l'annonce de la mort de Robin Williams, le 12 août, les comptes twitter et facebook de l'acteur ont vu leurs compteurs exploser. Aux messages de condoléances ont succédé des messages blessants, au point que la fille de l'acteur, Zelda, a annoncé vouloir se retirer des réseaux sociaux alors qu'elle et son père y étaient très présents.

Le compte twitter de Robin Williams atteint aujourd'hui (14 août) 1,5 million d'abonnés. A la veille de l'annonce de sa mort, il en comptait... 600 000. D'après une estimation du ‚New York Times', 63 000 tweets étaient publiés par minute après l'annonce de sa mort. Comment expliquer un tel phénomène? ‚La population touchée par l'œuvre de Robin Williams est majoritairement la génération Y (ceux qui ont entre 20 et 35 ans), massivement présente sur le web et les médias sociaux... Il est donc légitime que cette population, pour réagir au décès de l'acteur, se soit exprimée en premier lieu sur le web', explique le spécialiste des réseaux sociaux, Benoît Raphaël, au Figaro.fr.

La mort de Robin Williams n'a pas seulement déchaîné les réseaux sociaux, elle a aussi animé les rédactions. Cristina Everett, rédactrice en chef au ‚New York Daily News', dans un mémo initialement destiné aux rédacteurs web du journal (et finalement publié sur le blog de Jim Romenesko, journaliste médias, a dévoilé le côté obscur du journalisme web. ‚Bravo pour le boulot que vous avez tous fait aujourd'hui'. Pourquoi une telle joie? Parce que le Daily News était mieux référencé que tous les autres sites d'information sur l'annonce de la mort de Robin Williams! Everett tenait donc à féliciter son équipe d'avoir aussi bien surfé sur la mort de l'acteur, tout en insistant sur le fait de maintenir la pression et de continuer à privilégier les mots-clefs – mort, suicide, etc."

BOLD
L'HEBDO
Regard acéré,
look affûté
Avec sa nouvelle formule, *L'Hebdo* fond comme un oiseau de proie sur le plus exigeant des publics. Celui qui cherche les enquêtes de fond, le talent de l'écriture, la force du sens dans un monde en perpétuel mouvement. Cahiers thématiques, propositions nouvelles, tendances culturelles, vision politique, vitesse du web et galaxie d'experts blogueurs unique en Suisse: *L'Hebdo*, seul news magazine suisse d'information, élégant et grand public, est depuis plus de trente ans le lieu des débats qui font l'opinion des Romands.